

JEAN-CLAUDE MAILLY Le leader de FO aborde le sommet du 18 janvier avec un esprit combatif

« LA TVA SOCIALE EST UN LEURRE »

DELPHINE BANCAUD

A midi aujourd'hui, le secrétaire général de Force ouvrière rencontrera le ministre du Travail, Xavier Bertrand, pour préparer le sommet social sur l'emploi du 18 janvier. L'occasion pour lui de revenir sur les enjeux de cette rencontre.

Le sommet social n'a pas encore eu lieu et le gouvernement a déjà annoncé certaines mesures. Avez-vous vraiment les moyens de négocier ?

Un sommet social, c'est toujours une opération de communication. Mais ce n'est pas là où on travaille. De plus, il intervient en période de campagne électorale. Nous ne sommes pas dupes et nous ne nous ferons pas instrumentaliser. Maintenant, c'est le contenu qui m'importe. Et il y a des décisions conjoncturelles à prendre.

« Un sommet social, c'est toujours une opération de communication. »

Etes-vous parvenu à un consensus avec les autres syndicats ?

Nous sommes d'accord sur le chômage partiel et la demande de moyens supplémentaires pour Pôle emploi. Reste à savoir combien le gouvernement est prêt à mettre sur la table. En 2009, l'Allemagne avait dédié 6 milliards d'euros au chômage partiel et la France 610 millions. Il faudra y consacrer une enveloppe plus conséquente, ce qui n'est pas acquis étant donné la politique d'austérité menée par le gouvernement.

Que pensez-vous de la TVA sociale ?

C'est un leurre, une erreur économique et un danger social. On veut donner à la TVA une connotation sociale, mais ce n'est pas son objet. C'est un impôt indirect des plus injustes. Son but est d'alléger le coût du travail pour répondre à une demande patronale. Or, le récent rapport de l'Assemblée nationale sur la compétitivité et le financement de la protection sociale montre que le problème de la compétitivité de la France n'est pas celui du coût du travail. Il se situe dans



Le secrétaire général de FO réclame davantage de moyens pour Pôle emploi.

l'insuffisance de l'innovation, dans l'absence de grosses PME... Ce n'est pas parce que l'on aura deux points de TVA en plus qu'on va mieux concurrencer la Chine ! Sans oublier que l'économie française est basée sur la consommation. L'affaiblir n'est pas la meilleure des choses en période de récession.

Que répondez-vous à Laurence Parisot qui dit que grâce à la TVA sociale, les cotisations des salariés vont baisser et que leur net va augmenter ?

Mais que fait-on des chômeurs et des retraités ? Ils prendront de plein fouet la hausse des prix.

Si le pouvoir d'achat des salariés baisse, craignez-vous une croissance des revendications salariales ?

Oui et elles seront plus fortes. Nous les soutiendrons d'ailleurs.

Que préconisez-vous pour renforcer le chômage partiel ?

Nous avons deux réunions à venir rapidement avec le patronat sur ce sujet. Il y a un relatif consensus sur ce dossier. On va demander une simplification du dispositif et plus d'argent sur la table.

Etes-vous comme la CGT pour la fin de la défiscalisation des heures supplémentaires ?

Ce dispositif était une erreur car il était contre-productif en cas d'explosion de chômage. Mais le supprimer brutalement serait pénalisant pour les salariés qui en bénéficient. L'idéal serait de l'abroger en arrivant parallèlement à négocier des augmentations de salaires.

Le gouvernement compte aussi proposer des accords compétitivité emploi, qu'en pensez-vous ?

Ils reposent sur l'idée qu'une entreprise en difficulté peut diminuer la durée du travail et les salaires en offrant comme contrepartie aux salariés une garantie sur l'emploi. C'est une mesure contradictoire avec le chômage partiel, car c'est le salarié qui paye plein pot la réduction de la durée du travail. Nous y sommes opposés. ■

■ FORMATION

« Je vais demander la remise en route de l'allocation de fin de formation qui permet à un chômeur, qui entreprend une formation longue, d'être indemnisé pendant toute la durée de celle-ci », indique Jean-Claude Mailly, qui compte aussi prôner l'augmentation des budgets de formation pour les demandeurs d'emploi.

Le chômage partiel, ça paye mais ça coûte

Travailler moins pour travailler tous : il ne s'agit pas des 35 heures, mais du chômage partiel. Le dispositif existe déjà en France : il permet aux entreprises en période d'activité faible de diminuer le nombre d'heures travaillées par leurs salariés, et de réduire leur paie en conséquence, malgré le versement d'une indemnité. En théorie, cette mesure doit permettre aux entreprises de résister aux coups durs sans supprimer les emplois.

L'exemple allemand

A trois mois de la présidentielle, le gouvernement aimerait y voir une arme anti-hausse du chômage. Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, vante les mérites du chômage partiel depuis une semaine, et l'Elysée devrait proposer aux partenaires sociaux, lors du sommet du 18 janvier, un assouplissement des règles permettant de l'appliquer. Pour les convaincre, il faudra accepter d'augmenter les indemnités versées aux salariés en chômage partiel, fixées pour l'heure à 60 % de leur salaire brut (75 % après trois mois). Une mesure qui pourrait coûter cher, alors que les caisses de l'Etat sont vides. En Allemagne, pays dont Xavier Bertrand salue la législation, le chômage partiel semble avoir permis de soutenir l'emploi au plus fort de la crise, en 2009. Alors que la production industrielle avait baissé de 20 %, seuls 5 % des emplois dans le secteur avaient été détruits. ■ **G. W.**

« En 2009, l'Allemagne avait dédié 6 milliards d'euros au chômage partiel et la France 610 millions. Il faudra y consacrer une enveloppe plus conséquente, ce qui n'est pas acquis. »